

Le président de la République assume sa mission : il veut accroître les biens de l'infime minorité qui s'accapare la majorité des richesses produites par la collectivité. Pour cela, il faut s'en prendre aux solidarités, aux acquis sociaux des salarié-e-s, construire un système « éducatif » au service du patronat, faire taire les résistances. Après le yacht de Bolloré au lendemain de l'élection, les vacances américaines à 23 000 euros la semaine, Sarkozy a choisi l'université d'été du MEDEF pour dévoiler la ligne gouvernementale des prochaines semaines !

Travailler plus, pour que les patrons gagnent plus ...

Dès juillet, la session parlementaire avait permis de faire voter une loi, le « paquet fiscal », qui offre 13 milliards d'euros, en cadeau au patronat. Dans toutes les entreprises, publiques ou privées, l'objectif est le même : faire travailler plus ceux qui ont un travail (heures supplémentaires, suppression de congés ou repos, aggravation de la flexibilité) pour dégager des profits supplémentaires et maintenir un taux de chômage important.

Mais ces profits, générés par l'effort supplémentaire des salarié-e-s iront dans les poches des actionnaires, serviront à démanteler un peu plus les services publics.

Cyniques, gouvernement et patrons inventent le concept de « *séparation à l'amiable* » pour justifier le projet de « *contrat unique* » qui est la fin du Contrat à Durée Indéterminée et la systématisation du CDD. « *Dans une entreprise, c'est comme dans un couple* », osent-ils déclarer publiquement, « *la séparation à l'amiable est quand même un progrès par rapport à la situation ancienne où pour divorcer il fallait parfois inventer des fautes* »...

Sauf que dans l'entreprise, patron et salarié ne forment pas un couple et ne sont pas égaux ! La « *séparation à l'amiable* » de Monsieur Sarkozy est à sens unique : il n'est pas prévu que les salarié-e-s puissent se séparer du patron parce qu'il les exploite honteusement, parce qu'il privilégie ses intérêts personnels.

Pouvoir d'achat en chute libre : pourtant, de l'argent il y en a !

La France compte 16,8 % de smicards. 56 % des salarié-e-s gagnent moins de 1 500 euros. Selon les définitions retenues, entre 3,7 et 7,1 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté. Dans le même temps, les entreprises du CAC 40 affichent leurs milliards de bénéfices !

Il est temps d'en finir avec les cadeaux au patronat. La très sérieuse Cour des comptes le dit elle-même : les exonérations des cotisations sociales des employeurs - 23 milliards d'euros en 2005, et le montant s'est considérablement accru depuis - n'ont pas d'influence significative sur la création d'emplois.

Toutes ces « aides » sont incontrôlées et vont à des entreprises qui, pour la plupart, n'ont pas besoin d'être aidées. A titre d'exemple, avec ces 23 milliards, on peut financer plus de 4 millions d'emplois salariés au Smic !

Démagogues, Sarkozy et ses ministres s'attaquent à la question du pouvoir d'achat ... en se rendant avec caméras et micros dans un ou deux supermarchés ! La hausse des prix est un réel souci (et le gouvernement est à l'origine d'une partie des augmentations), mais le problème principal est celui des salaires : d'année en année, la part de la richesse produite reversée aux travailleurs/ses - le salaire - ne cesse de diminuer.

C'est cela qui traduit l'état du rapport de forces, de la lutte entre classes sociales... que les patrons prétendent disparue parce qu'ils préfèrent s'en occuper sans nous !

Retraites, franchises médicales : non à l'arnaque !

Le gouvernement veut casser les régimes spéciaux (SNCF, RATP, EDF, ...) dès 2007, pour être plus fort lorsqu'il s'attaquera aux retraites de tous en 2008, pour obliger tous les salariés à travailler au-delà de 60 ans, pour amplifier la baisse des pensions, pour rendre indispensable la retraite par capitalisation. Depuis 1993 et le Gouvernement Balladur, les diverses « réformes » ont eu pour effet de réduire très fortement le montant des retraites, notamment pour les femmes, de repousser de plus en plus la date de cessation d'activités, et de maintenir, en

contrepartie de nombreux jeunes au chômage. Aujourd'hui les régimes spéciaux, demain l'ensemble des salarié-e-s ? Ensemble refusons ce marché de dupes !

Nous exigeons le maintien des régimes spéciaux, le retour aux 37,5 annuités pour le régime général avec un taux de remplacement d'au moins 75 %, l'indexation des pensions sur les salaires. De même, nous refusons les scandaleuses franchises médicales qui vont diminuer l'accès aux soins de millions de personnes !

Privatisation de GDF : Sarkozy le menteur !

La fusion SUEZ/GDF, acte la versatilité de la parole du président de la République qui avait « promis » que cette fusion n'aurait pas lieu, que GDF ne serait pas privatisée. Elle représente aussi la victoire des libéraux qui privatisent des éléments essentiels de la vie comme l'énergie que la génération de l'après guerre avait pourtant mis à l'abri de « l'insatiable appétit des marchés financiers ».

La privatisation de GDF affaiblit aussi la mission de service public d'EDF. C'est un combat fratricide qui se prépare dans lequel les perdants seront le public et les salariés au profit de la finance.

Au fur et à mesure que l'Etat abandonne la maîtrise de secteurs aussi importants, c'est la loi de la jungle du « *chacun pour soi* » qui gagne du terrain. Les solidarités, par l'affaiblissement des services publics, se disloquent, et les catégories sociales les plus fragiles se voient mises en situation d'inaccessibilité à des biens essentiels de la vie.

Cette fusion ne peut qu'entraîner EDF à faire le même type de choix. Nous savons que la suite logique de cette politique c'est la fin du tarif réglementé pour les usagers et la remise en cause des acquis et du statut des gaziers et électriciens.

Une offensive inacceptable contre l'université publique.

La loi, votée cet été durant les vacances scolaires, constitue une nouvelle étape vers la privatisation des universités, met en place une gestion managériale au service des entreprises contre l'intérêt de toute la communauté universitaire.

Les intérêts des étudiants sont menacés par la mise en place d'une sélection à l'entrée de l'université, par une très probable augmentation des frais d'inscription, la dévaluation des diplômes et la fermeture des filières jugées non rentables.

Plus de répression, moins d'éducation.

9400 postes d'enseignants supprimés dans les collèges et lycées publics, 1400 dans le privé, 400 postes administratifs dans le public,... soit 11 200 postes amputés au budget 2008, l'équivalent des réductions d'effectifs de 2004 à 2007 ! Et ce n'est qu'un début, car le gouvernement promet de poursuivre à ce rythme au moins jusqu'en 2010.

Dans le primaire, il est prévu 1100 postes de plus en 2007 et 2008... mais pour une augmentation du nombre d'élèves estimée au minimum à 69000 sur la même période !

La rigueur budgétaire est très sélective : les ministres de l'Intérieur et de la Défense ont obtenu des policiers et des gendarmes supplémentaire... sans doute pour faire la chasse aux élèves sans papiers et à leurs familles !

La nouvelle « carte scolaire », c'est tout simplement l'institutionnalisation du principe de ségrégation pour l'éducation, entre les établissements « pour riches » et ceux « pour pauvres ». Le gouvernement a un objectif et il s'y tient : diminuer l'offre d'enseignement, assurer moins d'éducation publique, laisser les patrons s'occuper de la jeunesse !

Droit de grève : le gouvernement veut casser les résistances.

La loi votée le 2 août contient des mesures destinées à restreindre le droit de grève des salarié-e-s ; elle ne vise absolument pas à améliorer le service rendu aux usagers des transports.

A travers des obligations nouvelles, l'objectif est de casser la dynamique propre à un mouvement de grève, pour limiter les résistances collectives aux mesures antisociales ... qui toucheront tous les salarié-e-s, y compris celles et ceux (nombreux/ses) qui sont par ailleurs usagers des transports.

Le MEDEF et son gouvernement veulent diviser les travailleurs/ses : nous devons, au contraire, renforcer notre unité, mettre en avant la solidarité interprofessionnelle, développer le travail commun entre usagers et salarié-e-s des transports.

Nous voulons un service maximum de qualité tout au long de l'année !

Face à toutes ces attaques, un mouvement interprofessionnel est nécessaire. Il faut le construire à tous les niveaux ; pour cela, l'unité syndicale est indispensable. L'union syndicale Solidaires y appelle résolument !